

RECHERCHE : APPEL A UNE JOURNEE D'ACTION MERCREDI 9 MARS

(*Communiqué de presse*)

Les organisations signataires, réunies le 16 février 2005, ont fait le bilan des rencontres qui ont eu lieu entre les différentes organisations et les ministres de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. Au vu de ces discussions, il apparaît clairement que le texte du projet de L.O.P.R.I (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Recherche et l'Innovation), rendu public en janvier et qualifié de "brouillon" par F. d'Aubert, reste entièrement d'actualité pour le gouvernement qui a déjà anticipé sa mise en application.

Les quelques précisions apportées le 11 février lors de la conférence de presse du ministre (annonce à laquelle le succès de la journée d'action du 4 février n'est pas étrangère) ne remettent nullement en cause la philosophie générale de ce projet : celui-ci programme l'extension de la précarité de l'emploi et le pilotage de la recherche publique et de l'Enseignement supérieur par les entreprises privées dans le cadre des lois du marché, en totale contradiction avec les conclusions des états généraux de la recherche et avec les besoins de la société. Les seuls chiffres disponibles sur des questions cruciales (emploi statutaire, importance respective des missions et budgets de l'ANR, des organismes et des universités) restent, à ce jour, inchangés par rapport au texte initial et très loin des exigences et propositions de la communauté scientifique.

Ce projet ignore le rôle premier de la recherche qui doit être la production et la transmission de connaissances librement accessibles à tous. Il réduit les besoins de la société à l'innovation industrielle et marchande à laquelle sont affectés les deux-tiers des financements nouveaux prévus par le projet. Il ignore la production de biens publics (expertise plurielle et indépendante, innovations à but non lucratif ou pour des besoins sociétaux non solvables) à laquelle d'autres acteurs sociétaux que les entreprises doivent être associés.

Les organisations signataires considèrent ce projet comme une base inacceptable pour définir les grandes lignes de l'avenir du système de recherche français. Elles demandent qu'un nouveau projet soit élaboré en s'appuyant sur les propositions de la communauté scientifique exprimées à Grenoble, complétés par les syndicats, et sur une prise en compte de la totalité des besoins de la société.

Les organisations signataires demandent à être associées, ensemble, à ce processus de négociation sous la forme d'une discussion réelle qui devrait se tenir le plus rapidement possible en présence des ministres et de tous acteurs concernés.

Pour marquer leur détermination, elles appellent à préparer dès maintenant une journée d'action d'ampleur nationale, avec initiatives dans toutes les régions, le mercredi 9 mars 2005.

Les organisations syndicales et associations :

Sauvons la Recherche, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, FERC-SUP-CGT, SGEN-CFDT-CNRS, SGEN-CFDT-INSERM, UNEF, CGT-IFREMER, CFDT-CEA, SUD-Energie-R&D, SUD-Education, SUD-Recherche-EPST, SUD-IFREMER, SNASUB-FSU, SNPTES-UNSA, CFTC-INRA, A&I-UNSA, Sup'recherche-UNSA, CFDT-INRA, CJC, CGT-CEA,

Avec le soutien de :

Fondation Sciences Citoyennes, Aides, Attac, Aitec, Les Amis de la Terre France, Greenpeace France, Réseau Cohérence (développement durable), Réseau Action Climat France, Droit-d'entrée, Agir Pour l'Environnement,...